



POUR L'EMPLOI, CONTRE LES LICENCIEMENTS, **MANIFESTONS LE 23** **JANVIER ET LE 4 FÉVRIER !**

RENAULT TRUCKS

npacaenaglo@gmail.com – janvier 2021

Sous prétexte de crise sanitaire, le patronat, avec l'aide du gouvernement, se lâche de manière inédite en livrant une **guerre économique et sociale féroce** à l'ensemble du monde du travail. Une nouvelle vague de destructions d'emplois est à l'œuvre. Sans une mobilisation importante de notre camp social, des centaines de milliers de personnes pourraient basculer à nouveau dans la précarité et la misère.

Une véritable saignée sociale

C'est sans étonnement que lors de ses vœux, Macron, le président des ultra-riches, n'a pas eu un mot pour les chômeurEs, les précaires, les jeunes, les salariéEs menacés par les licenciements et le basculement dans la pauvreté. Pourtant la séquence qui s'ouvre en ce début d'année annonce un nouveau carnage social, et contrairement à ce qu'on nous assène, ce n'est pas la crise sanitaire qui en est responsable mais bien le capitalisme.

Pour continuer de dégager des profits maximums, les patrons ont exploité la crise de la covid pour réorganiser la production et l'économie en se servant des salariéEs comme variables d'ajustement. Les suppressions de postes continuent dans le secteur public et les licenciements se multiplient dans le secteur privé, facilités par l'arsenal juridique assoupli des ordonnances Macron et de la loi Travail. Aux procédures collectives de licenciements qui ont triplé depuis 2019, il faut additionner les fins de contrats, les ruptures conventionnelles, les fins de CDD, les compressions d'intérim. Et le taux de chômage des jeunes atteint aujourd'hui 20 %.

Nous ne paierons pas leur crise !

Pendant ce temps, les « corona-profiteurs », patrons et actionnaires, ont continué de se gaver d'argent public. 100 milliards versés dans le cadre d'un hypothétique « plan de relance », un véritable chèque en blanc sans aucune contrepartie, aucun contrôle. Les

benefices des grandes entreprises du CAC 40, les dividendes, explosent et les fortunes des milliardaires s'envolent.

À l'inverse de cette politique qui nous mène chaque jour davantage à la catastrophe, il faut imposer aux capitalistes de payer !

Pour cela, **luttons pour la protection du monde du travail, par l'interdiction des licenciements, l'embauche des précaires, la réduction du temps de travail et son partage entre toutEs sans perte de salaire, l'augmentation des salaires et des minima sociaux, ainsi que le recrutement massif dans les services publics.** Il faut également imposer une autre utilisation de l'argent public, fruit de notre travail, afin de faire fonctionner la société pour le plus grand nombre, et non pour l'avidité d'une minorité.

Inverser le rapport de forces

L'urgence est de construire la **convergence** de toutes celles et tous ceux qui ne veulent plus payer la crise.

Les mobilisations à venir constituent déjà des étapes importantes pour faire que la peur change de camp. A l'initiative des salariéEs du voyageur TUI menacés de 600 suppressions d'emplois, **manifestons le 23 janvier à Paris pour l'interdiction des licenciements et contre les suppressions de postes.**

Le jeudi 4 février, à l'appel de différents syndicats, construisons la **grève interprofessionnelle pour défendre l'emploi.** Des échéances qui convergent et auxquelles viennent s'ajouter des journées de mobilisation sectorielle dans la santé, l'éducation ou l'énergie.

Il faudra aller au-delà de quelques journées de grèves ou d'actions pour imposer des mesures d'urgence et mettre en échec la politique du patronat et du gouvernement.

Plus largement pour en finir avec la mainmise des capitalistes sur la société, il est urgent de construire un front des résistances pour frapper toutEs ensemble !

On ne combat pas les virus en piétinant les libertés

Le gouvernement a fait le choix d'un tour de vis liberticide supplémentaire avec la généralisation du couvre-feu à 18h à partir de samedi sur l'ensemble du territoire. Après avoir testé cette mesure punitive depuis le 2 janvier sur 25 départements sans résultats réellement probants, il s'enfonce dans cette stratégie sans queue ni tête. Cette nouvelle décision s'inscrit dans la continuité des précédentes, caractérisées par l'absence de toute politique sanitaire digne de ce nom et par un recours quasi-systématique à des mesures répressives pour contenir l'épidémie.

Après les mensonges sur les masques, la faillite du système de tests, de traçage et de prise en charge des malades, c'est maintenant le fiasco du lancement de la campagne de vaccination. Ce gouvernement montre une inventivité hors norme seulement pour trouver des dizaines de milliards pour le patronat et pour nous expliquer pourquoi nous pouvons continuer d'aller au travail et à l'école malgré des protocoles sanitaires peu efficaces et parfois inapplicables.

Créer les conditions d'une vaccination sûre et réussie

Il faut le dire et le redire haut et fort : cette infection n'est pas une "grippette". La vaccination est une arme décisive pour en finir avec la covid19. L'épidémie a déjà fait 1,8 millions de mortEs dans le monde, 66 000 rien qu'en France, avec probablement seulement 10 % de la population touchée. Sans vaccination, le nombre de décès sera bien plus important car faut que plus de 60 % de la population contracte la maladie pour obtenir l'immunité collective. Sans parler de l'espoir de revivre, d'en finir avec les couvre-feux qui réduisent nos vies à la production des profits.

S'il y a nécessité d'être prudent avant la vaccination, notamment pour les patients sujets à certaines allergies, les bénéfices de la vaccination sont très largement supérieurs aux risques potentiels. Mais la vaccination est trop sérieuse pour la laisser aux mains des intérêts privés, de politiciens et "d'experts" souvent sous influence. Il faut mettre l'industrie pharmaceutique sous contrôle en expropriant les actionnaires, pour une bonne information, pour les empêcher de faire du fric sur la vie humaine.

Augmentez les salaires !

Le gouvernement a tranché : il dit non à l'augmentation du SMIC, qui dépend de lui. C'est un signal pour tout le patronat : n'augmentez pas les salaires ! D'un côté, c'est open bar pour les grands groupes capitalistes qui puisent dans le budget de l'Etat. De l'autre côté, c'est ceinture pour celles et ceux qui bossent pour faire tourner la société. Tout cela pour quoi ? Pour continuer de verser tranquillement des dividendes aux actionnaires, ceux qui s'enrichissent en dormant, en profitant du travail des autres. Au premier semestre 2020, malgré la pandémie, les entreprises ont versé 83 milliards d'euros de dividendes. Volvo fait partie de ces grands groupes qui vont bien. Les commandes sont là. Mais les salaires se suivent pas. C'est normal, çà ? Exigeons l'augmentation des salaires ! 300 euros pour tous et pour toutes, ce serait bien un minimum !

Le site de la raffinerie Total-Grandpuits en grève

La multinationale veut supprimer 200 des 460 emplois permanents du site, plus 500 emplois de sous-traitants. Le groupe pétrolier veut en fait délocaliser dans des pays à bas coûts. Il présente sa restructuration comme un coup de pouce à la transition écologique. Mais les gogos ne sont pas nombreux à s'être laissés piéger. Les ONGs écolos, comme les Amis de la Terre ou Greenpeace, ont dénoncé l'entourloupe et sont aux côtés des travailleurs en lutte et de leurs syndicats pour refuser les suppressions d'emplois. Pour une vraie transition écologique, il faut mettre tous ces patrons prédateurs sous contrôle, exproprier les actionnaires qui ne pensent qu'à leur fric.

Les syndicats ont mis en place une caisse de soutien aux grévistes :

<https://www.cotizup.com/raffineursgpgsggvenlutte>.

Apportons notre soutien !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

npacaenaglo@gmail.com

<http://www.npa2009.org/>

